

La demande d'asile

Le contrat d'intégration Républicaine

La Demande d'asile

Le parcours du Demandeur
d'asile

La loi immigration

Les évolutions du FLE et du
CIR

L'examen civique

Le parcours du Demandeur d'asile

La demande d'asile en France

arrivée sur le territoire



SPADA

(structure de première accueil des demandeurs d'asile)

- Accueil
- Rendez-vous GUDA auprès de la Préfecture



Préfecture

- Enregistrement
- Vérifications
- Détermination de la procédure d'asile (PN, PA-POS, Dublin)



OFII

- Allocation de demande d'asile hébergement

SPADA

Hébergement

- CAES

- CADA
- HUDA
- PRAHDA

- CPH

- CPAR
Centre de préparation au retour

Allocation
DA

Titre de séjour pour soin



Préfecture : retrait du dossier
EM

(délai de
transmission :
30 jours)



- visite médicale étranger malade,
- avis du collèges des médecins.



Décision Préfecture

- Favorable : titre de séjour (APS)
- Défavorable : ARV

infoem@ofii.fr

Prise en charge
financière

21 jours

6 à 12 mois

3 mois



- Dossier à constituer
- Entretien devant un officier

Déci
sion

Favorable

Défavorable

Bénéficiaire d'une protection Internationale
(Réfugié, protection subsidiaire)



- Dossier à constituer
- Audience devant trois juges

Déci
sion

Favorable

Défavorable

DEBOUTE

- Fin du séjour en France
- OQTF



Conseil d'Etat

- Régularité de la procédure
- Nécessité d'être représenté

Déci
sion

Favorable

Défavorable



- Aide au retour volontaire
- Aide à la réinsertion
- retour.strasbourg@ofii.fr

Allocation pour demandeurs d'asile (ADA)

Conditions d'attribution de l'ADA:

- être en possession d'une attestation de demande d'asile ou d'un titre de séjour accordé sur le fondement de l'article L. 316-1 du CESEDA,
- avoir accepté les conditions matérielles d'accueil proposées par l'OFII,
- être âgé de dix-huit ans révolus,
- disposer, le demandeur d'asile ou avec son conjoint, son partenaire de PACS ou son concubin, de ressources mensuelles inférieures au montant du Revenu de Solidarité Active (RSA),
- avoir introduit une demande d'asile auprès de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) dans un délai de 21 jours après la remise de votre première attestation de demande d'asile.

Les montants de l'ADA

Composition familiale	Montant journalier	Composition familiale	Montant journalier
1 personne	6,80 €	6 personnes	23,80 €
2 personnes	10,20 €	7 personnes	27,20 €
3 personnes	13,60 €	8 personnes	30,60 €
4 personnes	17,00 €	9 personnes	34,00 €
5 personnes	20,40 €	10 personnes	37,40 €

L'ADA est versée mensuellement selon un barème qui prend en compte les ressources du ménage et le mode d'hébergement ainsi que la composition familiale.

L'ADA est calculée à partir de la signature de l'OPC.

Un montant journalier additionnel de 7,40 € est versé à chaque demandeur d'asile adulte, sans solution d'hébergement (hébergement par un tiers) et auquel aucune place d'hébergement n'a pu être proposée par un service de l'Etat (SIAO/ OFII/ DDETS...)

Interruption des CMA

Les conditions matérielles d'accueil peuvent être interrompues pour différents motifs et à différents moments de la procédure d'asile. En aucun cas ceci a une influence sur la procédure d'asile rattachée à l'OFPRA.

Refus : si le demandeur enregistre sa demande d'asile à +90 jours après son arrivée en France, ou en cas de réexamen de sa procédure d'asile.

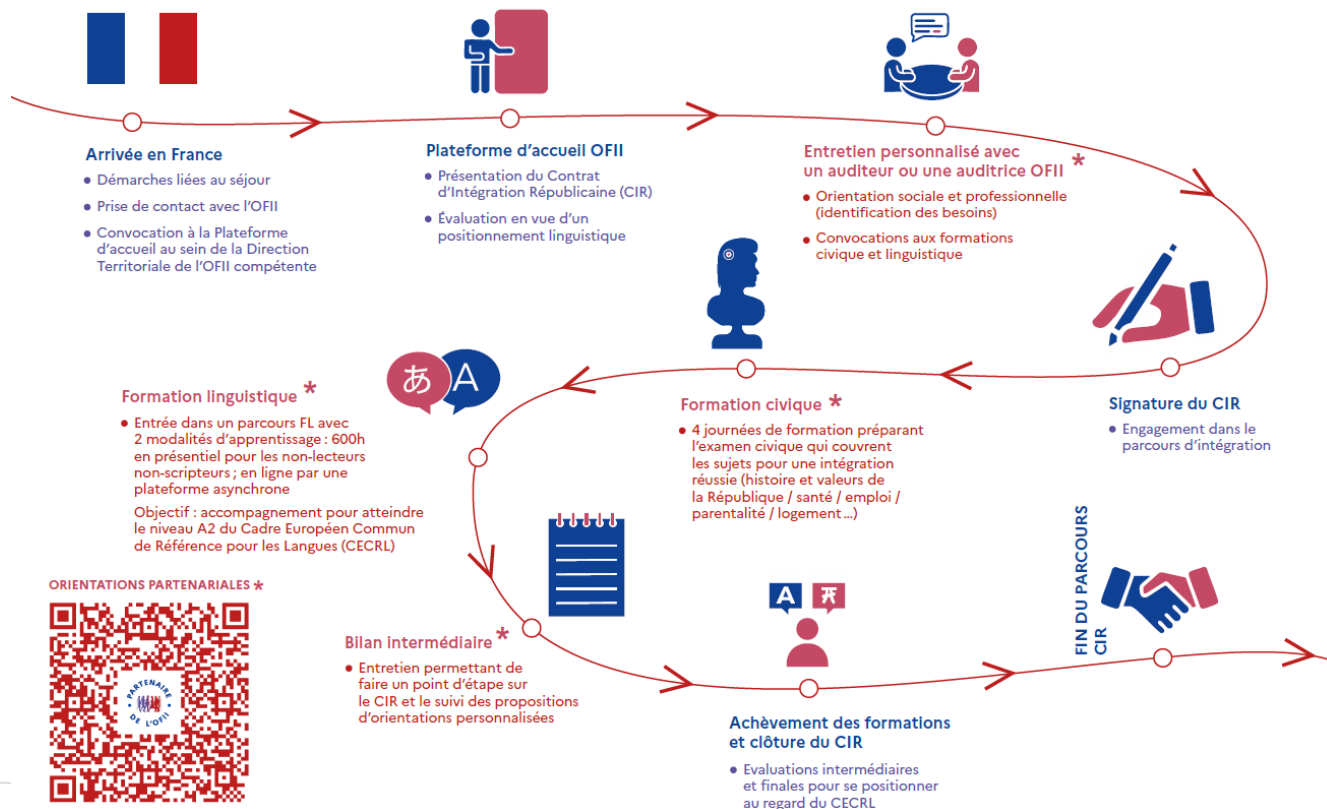
Suspension: si il y a une non-présentation aux autorités, refus d'orientation/abandon d'hébergement, etc..

Autre: sortie d'hébergement pour comportement violent (suite à des avertissements, ou éventuellement des mains courantes).

Chaque interruption possède des **voies et délais de recours** pour que le demandeur fasse appel à la décision de l'OFII s'il le souhaite. De plus, le DA peut à tout moment demander un rétablissement des CMA qui sera étudié par les services de l'OFII en fonction de la vulnérabilité.

La loi immigration et évolution du parcours d'intégration

LE PARCOURS D'INTÉGRATION



Refonte du contenu du CIR, en lien avec la loi du 26 janvier 2024 : conditionnement de l'obtention de la carte de séjour pluriannuelle à un niveau minimal de connaissance du français, fixé au niveau A2 et à la réussite à un examen civique (sauf dispenses définies par décret) :

Une **obligation de résultats vs. l'obligation de moyens actuelle** reposant sur l'assiduité et la progression.

- Evolution des modalités de positionnement linguistique pour prendre en compte le niveau A2.
- Modification de la structure des prescriptions linguistiques : un parcours de 600 heures destinés aux personnes les plus éloignées du français ou un apprentissage en autonomie via une plateforme asynchrone.
- Introduction de l'examen civique : bien que ne relevant pas de la responsabilité directe de l'OFII, intégration d'une préparation de celui-ci dans le cadre de la FC avec un temps dédié dans la première demi-journée de la J4 qui est complétée d'une demi-journée d'atelier visant à renforcer l'engagement citoyen du stagiaire.

Le positionnement linguistique

Évaluation par le prestataire du niveau linguistique à l'oral et à l'écrit des signataires : évaluation sur une échelle infra-A1 à B1 et supérieur pour préconiser, à l'aune du **niveau A2** (contre A1 précédemment) écrit et oral, une formation linguistique ou la dispense.

Pour les signataires dont le niveau linguistique est infra-A2, les tests de positionnement viseront à préconiser une orientation vers l'une des deux modalités de formation linguistique :

- Un parcours de **formation linguistique de 600 heures**, en présentiel et destiné au public allophone.
- Un parcours de formation totalement **asynchrone**, destiné aux signataires infra-A2 qui ne répondent pas aux critères d'orientation vers le parcours de 600 heures.

La formation linguistique de 600 heures

Principaux points organisationnels de la formation présentielle :

- Une fois accepté par le signataire, il devient obligatoire et soumis à des conditions de sérieux et assiduité.
- Limitation des groupes de formation à **12 apprenants**, avec **3 rythmes de formation** : intensif, semi-intensif et extensif.
- Autorisation des entrées et sorties permanentes.
- Intégration de la possibilité de proposer un rythme de formation adapté aux contraintes d'un salarié qui peut demander un aménagement spécifique de son temps de travail pour suivre la formation prescrite (art. 23 loi CIAI).
- Suppression de la formation à distance « classe virtuelle », du bonus d'heures et du parcours B1.
- Maintien des évaluations intermédiaires (au bout de 400 heures), avec une possibilité de sortie anticipée, et finales.

//\ A la demande de CSP, présentation obligatoire en Préfecture d'une certification de niveau A2 (écrit et oral) : niveau constaté lors de l'évaluation finale pas suffisant pour justifier de ce niveau.

La formation linguistique asynchrone

Mise à disposition d'une **plateforme d'apprentissage du français en asynchrone visant à l'atteinte du niveau A2**, pour les signataires éligibles à la FL ne répondant pas aux critères d'orientation vers le parcours de 600 heures :

- Licence adressée par lien sécurisé via la messagerie du signataire
- Licence valable 12 mois à compter de la date d'inscription, non renouvelable, gratuite et utilisable de façon illimitée en autonomie complète;
- Orientation vers l'asynchrone sans prise en compte des compétences numériques, ni des conditions matérielles du signataire (possibilité de refuser en dernier recours).

La formation civique

Le marché de la formation civique reste globalement inchangé dans sa structure : 4 journées de formation à réaliser dans un délai de 3 mois.

Cependant, plusieurs adaptations ont été apportées :

- Un examen civique conclura désormais le parcours de formation civique (il est à noter que l'examen n'est pas à la charge de l'OFII ni de ses prestataires) : modification de la 4^{ème} journée de formation pour renforcer la préparation à cet examen
 - * La matinée est désormais consacrée à l'information sur l'examen civique et à sa préparation
 - * L'après-midi est axé autour d'un atelier pour renforcer l'engagement citoyen du stagiaire

Par ailleurs, plusieurs changements mineurs ont été apportés à la prestation globale :

- Introduction de la possibilité de recourir à un interprétariat à distance.

Déroulement de la formation civique

La formation civique est structurée autour de 4 journées :

Journée 1 : Portrait de la France : les droits et les devoirs dans la société française.

Journée 2 : Portrait de la France : les principes et valeurs de la République

Journée 3 : Portrait de la France : vivre dans la société française (approfondissement des clés de l'intégration)

Journée 4 : L'intégration civique : enjeux et mises en pratique (matinée consacrée aux VRL, après-midi organisée en atelier unique, avec des interventions de partenaires locaux sur différentes thématiques) .

La session de formation est obligatoirement programmée et exécutée dans un délai global de trois (3) mois. Les signataires du CIR sont convoqués dans le respect des délais indiqués ci-dessous :

- J1 : dans un délai d'un (1) mois suivant la date de signature du CIR ;
- J2 : dans un délai de quinze (15) jours après la participation à la J1 ;
- J3 : dans un délai de trois (3) semaines maximum après la participation à la J2 ;
- J4 : dans un délai de trois (3) semaines maximum après la participation à la J3.

L'examen Civique

Arrêté du 10 octobre 2025 relatif au programme, aux épreuves et aux modalités d'organisation de l'examen civique

L'épreuve de l'examen civique prend la forme d'un **questionnaire à choix multiples rédigé en langue française et comprenant quarante questions**, incluant des questions de connaissances et des questions de mises en situation. Chaque candidat devra répondre à un nombre équivalent de questions par thématique et notion:

1. Principes et valeurs de la République: 11 questions, dont: Devise et symboles de la République: 3 questions,
2. Laïcité: 2 questions; Mises en situation: 6 questions,
3. Système institutionnel et politique: 6 questions, dont: Démocratie et droit de vote: 3 questions, organisation de la République française: 2 questions, Institutions européennes: 1 question,
4. Droits et devoirs: 11 questions, dont: Droits fondamentaux: 2 questions, Obligations et devoirs des personnes résidant en France: 3 questions, Mises en situation: 6 questions,
5. Histoire, géographie et culture: 8 questions, dont: Principales périodes et personnages historiques: 3 questions; Territoires et géographie: 3 questions; Patrimoine français: 2 questions,
6. Vivre dans la société française: 4 questions dont: S'installer et résider en France: 1 question; L'accès aux soins: 1 question; Travailler en France: 1 question; Autorité parentale et système éducatif: 1 question.

Une seule bonne réponse est proposée par question. Une bonne réponse vaut 1 point, une mauvaise réponse et l'absence de réponse valent 0. Les questions de connaissances sont rendues publiques sur le site internet du ministère chargé des naturalisations, de l'accueil et de l'intégration des étrangers.